

Camille de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) - ville et logement - [11 juillet 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur les circonstances, les liens et les complicités diverses qui ont pu se nouer entre certains dirigeants des milieux économiques et financiers et des représentants de l'Etat au sein d'EADS, à l'occasion du scandale de délit d'initié mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir les pratiques condamnables (n° 242) [13 novembre 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle et le contrôle exercés par l'Etat sur l'évolution de l'actionnariat au sein d'EADS depuis novembre 2005 (n° 298) [13 novembre 2007]

Rapporteur spécial au nom de la commission des finances : Participations financières de l'Etat ; Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n° 1127) : Participations financières de l'Etat ; avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 49 : Participations financières de l'Etat - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur :

-la proposition de résolution de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur les circonstances, les liens et les complicités diverses qui

ont pu se nouer entre certains dirigeants des milieux économiques et financiers et des représentants de l'Etat au sein d'EADS, à l'occasion du scandale de délit d'initié mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir les pratiques condamnables (n° 242)

-la proposition de résolution de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle et le contrôle exercés par l'Etat sur l'évolution de l'actionnariat au sein d'EADS depuis novembre 2005 (n° 298) [18 décembre 2007] (n° 509)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [10 octobre 2007] (p. 2674)

Politiques communautaires. Union pour la Méditerranée. [20 mai 2008] (p. 2183)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2537 et s.)

Son amendement n° 80 (p. 2540)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT : PROVISIONS ;
REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4089)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : EADS (p. 4091)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : dividendes (p. 4090)

Finances publiques : dette publique (p. 4090)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4090)

Secteur public : privatisations (p. 4090)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1974)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1974)

Culture : cultures régionales (p. 1974 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1974 et s.)

Régions : Corse (p. 1974)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 569 (langues régionales) (p. 2346) : retiré (p. 2348)